

## MM. GOUDCHAUX ET CIE METZ - PARIS par Alain LÉGER

### Élieser *Charles* GOUDCHAUX, banquier

Né à Metz, le 21 mars 1842.

Fils de Mathieu Goudchaux (1810-1870), propriétaire, banquier, et de Rosalie Rega Leser.

Demi-frère de Gustave Goudchaux (1836-1899), fils d'un premier lit de Mathieu avec Tecla Worms [à distinguer de Gustave-Édouard Goudchaux (1816-1899), ingénieur des chemins de fer, membre du conseil fiscal du Beira Alta, administrateur des Petites Voitures, de l'Auxiliaire des Chemins de fer, des Messageries parisiennes, du Crédit viager, des Tramways de Paris, conseiller municipal du quartier Europe à Paris]. Banquier à Metz : maison G. Goudchaux, puis Anatole Lévy et Goudchaux (1<sup>er</sup> avril 1879).

Frère d'Edmond Goudchaux (1843-1907) : ci-dessous.

Et de Louise Augustine (1849), mariée à Georges Mayer-Samuel. Dont Jeannine Rachel mariée à Émile Terquem, polytechnicien, mêlé à différentes affaires Goudchaux, fondateur de la [Société d'études et de représentations industrielles](#).

Marié à Louise Madeleine Émilie Mayer-Samuel. Dont :

— Louise (Paris-IX<sup>e</sup>, 19 mars 1875-Marseille, 7 juin 1942), mariée en 1896 avec Maurice Tinardon (1865-1940), ingénieur des Ponts et Chaussées, qui succède en 1925 à son beau-père au Crédit algérien et au Crédit foncier de France. Président des raffineries et sucreries Say, administrateur de la Banque de Paris et des Pays-Bas (nov. 1937).

---

Administrateur de l'Atlas (Vie)(juin 1879),  
des [Chemins de fer de l'Ouest-Algérien](#) (juillet 1879),  
et du [Crédit algérien](#) (février 1881),  
Scrutateur à l'assemblée générale des [Chemins de fer de l'Est-Algérien](#) (26 avril 1881).

1/2

2/2

censeur (1913), puis administrateur (1914) du Crédit foncier de France.

Chevalier de la Légion d'honneur (*JORF*, 14 juillet 1890) : services rendus pendant le siège de Paris. Chargé, du 22 au 30 mars 1871, du service financier des municipalités de Paris et de la solde des gardes nationales restées fidèles au gouvernement de la République. Services rendus pour l'emprunt de cinq milliards et la négociation des bons du Trésor.

Officier de la Légion d'honneur du 13 janvier 1905 : Président de l'œuvre de l'Union française pour le sauvetage de l'enfance, qui a recueilli et sauvé plus de 1.100 enfants.

Décédé à Paris XVII<sup>e</sup>, le 17 mars 1925.

### Moyse *Edmond* GOUDCHAUX, banquier

Né à Metz, le 28 novembre 1843.

Frère cadet de Charles (ci-dessus).

Marié à Paris IX<sup>e</sup>, le 11 septembre 1873, avec Rosalie Heymann (1845-1927)

dont :

— Marie (*Mary*) Mathilde Goudchaux 1874-épouse Olivier Bascou (1918)

— Félix *Mathieu* Goudchaux 1880-1968 époux de Edith Wormser (1913)

D'un premier mariage de Mme avec Michel Bernard :

— Jules (1864-1942), Berthe (1867)(mariée à Neuilly, le 22 juin 1887, avec Jules Hayem Cahn, inspecteur général de la Cie d'assurances Le Soleil) — probablement le Goudchaux Cahn qui reprend en 1890 la Grande Distillerie de Seine-et-Oise, à Meulan — et Louis (1869-1940), associé d'Hirschler et Cie.

Banquier à Metz.

Leader de la protestation à l'occupation allemande. Expulsé en 1874.

Banquier à Paris.

Membre de la commission d'enquête sur les causes de la défaillance de la [Banque de la Nouvelle-Calédonie](#) (nov. 1977).

Administrateur du Sous-Comptoir du commerce et de l'industrie (mars 1881),

administrateur (mai 1881), puis président (1895-1907 des [Forges et aciéries du Nord et de l'Est](#),

membre du conseil de surveillance de la Banque de Metz,

commanditaire de la maison de coulisse Edinger, Worms et Cie,

président de la [New Austral](#), Londres : or au Transvaal et en Côte d'Ivoire.

des [Usines métallurgiques de la Basse-Loire](#), Trignac (mars 1907),

et des [Usines métallurgiques du Hainaut](#) (nov. 1907).

Candidat aux sénatoriales en Seine-et-Oise (1890).

Membre du conseil de surveillance de l'Assistance publique,

membre du conseil général de la Ligue de l'enseignement,

fondateur, organisateur et président de l'œuvre du Foyer du soldat

Décédé à Paris, le 30 décembre 1907.

Ces deux frères issus d'une famille de banquiers messins établis place de Chambre — fils de Mathieu Goudchaux <sup>1</sup> — montent à Paris au milieu des années 1870 et s'établissent 16, rue de la Banque <sup>2</sup>.

Ils participent à l'émission de divers emprunts — Ville de Nîmes <sup>3</sup>, [Chemins de fer de l'Ouest-Algérien, Bône-Guelma](#), Docks et entrepôts de Rouen <sup>4</sup>, [Département de Constantine](#) <sup>5</sup>... — avec des confrères de l'Est : la Banque d'Alsace-Lorraine ; Sée ; Stæhling, Valentin et Cie.

Le 19 août 1879, est formée la société en nom collectif et en commandite Goudchaux et Cie au capital de 4 millions de francs apportés par Charles (0,85 MF), Edmond (1,25 MF) et cinq associés commanditaires (1,9 MF).

Le 27 novembre 1881, le capital est porté de 4 à 8 MF, réparti entre Charles (0,995) et Edmond Goudchaux (1,1), les cinq associés primitifs (1,575) et trois nouveaux (0,33) <sup>6</sup>.

La maison opère maintenant en solo : en 1881, emprunt de la ville de Cannes ; en 1892, emprunt de l'État de Fribourg <sup>7</sup> et titres Beyrouth-Damas, qu'elle auraient eu du mal à placer <sup>8</sup>.

La banque prend aussi des participations : dans le Crédit lyonnais en 1881, dans la Grande Distillerie de Seine-et-Oise à Meulan en 1890 <sup>9</sup> — en association avec le douteux Comptoir des fonds nationaux qui fera faillite peu après —, dans les Éts Decauville en 1892 <sup>10</sup> — dont la constitution sera annulée pour cause de surestimation des apports — ou, à l'occasion de la liquidation du Crédit général français, dans les Chemins de fer à voie étroite de Saint-Étienne, Firminy, Rive-de-Gier et extensions et dans la Compagne Havre-Paris-Lyon <sup>11</sup> contre laquelle elle gagnera un procès à la suite de son absorption par le HPLM dans des conditions défavorables aux porteurs de parts <sup>12</sup>.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1892, la Société en nom collectif et en commandite simple Goudchaux et Cie, est dissoute à partir du et reformée sur de nouvelles bases. Le capital social est fixé à 10.255.000, le siège social est à Paris, 102. rue Richelieu et la durée de la Société est fixée à cinq ans et neuf mois.

MM. Goudchaux ne dédaignent pas la spéculation : ils gagnent plus de 93.000 fr. dans l'affaire de Panama <sup>13</sup>, puis font une apparition au conseil de la Nouvelle Compagnie de Panama à l'automne 1894 <sup>14</sup>.

Ils semblent surtout avoir gagné beaucoup d'argent en introduisant en France des valeurs aurifères et diamantaires sud-africaines, en association à partir de 1891 avec

---

<sup>1</sup> Décès de Mme veuve Mathieu Goudchaux (*Gil Blas*, 28 mai 1909).

<sup>2</sup> *Le Temps*, 5 février 1875.

<sup>3</sup> *Le Temps*, 5 octobre 1875.

<sup>4</sup> *Le Temps*, 2 août 1878.

<sup>5</sup> *Le Petit Parisien*, 13 avril 1879.

<sup>6</sup> *Journal officiel de la République française*, 27 novembre 1881.

<sup>7</sup> *Le Temps*, 8 octobre 1892.

<sup>8</sup> *Gil Blas*, 21 septembre 1892 : Couliesses de la finance.

<sup>9</sup> *Paris-Capital*, 24 juin 1890 et 24 mai 1893.

<sup>10</sup> *Paris-Capital*, 13 juillet 1892.

<sup>11</sup> *Paris-Capital*, 23 novembre 1892.

<sup>12</sup> *L'Argus. Journal international des assurances*, 14 octobre 1894.

<sup>13</sup> *Paris-Capital*, 23 août 1893.

<sup>14</sup> *Paris-Capital*, 24 octobre 1894.

Albert Kahn — qui les quittera en 1893 <sup>15</sup> pour voler de ses propres ailes et devenir le mécène que l'on sait —, puis de conserve avec le Crédit lyonnais <sup>16</sup>. C'est le temps de la Ferreira (acquise à Londres à 200 fr., introduite à Paris à 330 <sup>17</sup>) et autres Geldenhuis Estate <sup>18</sup> et Robinson Deep <sup>19</sup>.

Le 14 juillet 1890, Charles Goudchaux est fait chevalier de la Légion d'honneur. [Administrateur des Chemins de fer de l'Ouest-Algérien et du Crédit algérien](#), il entrera à la veille de la Grande Guerre au conseil du Crédit foncier de France <sup>20</sup>. Trésorier de l'Union française pour le sauvetage de l'enfance, il en deviendra le président, ainsi que de l'Alliance d'Alsace-Lorraine. En 1896, il marie sa fille Louise à Maurice Tinardon, ingénieur des Ponts et chaussées <sup>21</sup>, qu'on retrouve bientôt administrateur délégué des Sucreries Say, affaire liée au Crédit algérien.

La vedette revient cependant à son frère cadet Edmond Goudchaux. Hostile à la capitulation en 1870, ardent républicain, il soutient le choix par Metz de représentants protestataires au Reichsrath — y compris l'évêque Dupont des Loges en 1874, ce qui vaudra en 1920 d'avoir une rue baptisée à son nom comme symbole de l'Union sacrée <sup>22</sup>. Habitant un magnifique hôtel 52, boulevard Maillot à Neuilly <sup>23</sup>, il se présente en 1890 aux sénatoriales en Seine-et-Oise sous l'étiquette radical. En vain. Nommé en janvier 1900 membre du conseil de surveillance de l'Assistance publique de Paris, il s'investit dans l'éducation populaire et, de façon dérivée, dans la construction de foyers laïques pour les soldats. On le voit aussi, en 1906, figurer — en compagnie de son frère Charles, de son beau-fils Jules Bernard et de son collègue Gaston Griolet —, sur une liste de souscripteurs en faveur d'un monument à Bernard Lazare, célèbre pour son intervention en faveur du capitaine Dreyfus <sup>24</sup>.

Comme homme d'affaires, il se fait remarquer en 1881 en entrant au conseil d'un obscur Sous-Comptoir du commerce et de l'industrie <sup>25</sup> et, surtout, en prenant 600 actions et en devenant administrateur d'une nouvelle société, les Forges et aciéries du Nord et de l'Est, faisant suite aux Mines et usines du Nord et de l'Est de la France, en liquidation, et à Steinbach & Cie. La première amenant les hauts fourneaux de Jarville (Nancy-Sud), les forges de Trith-Saint-Léger, près de Valenciennes, et les forges de

---

<sup>15</sup> En septembre 1893, Edmond Goudchaux et Albert Kahn, seuls gérants associés de la SNC Goudchaux et Cie, abandonnent leurs fonctions, le premier réduisant sa participation de 0,3 MF, le second retirant ses 1,8 MF. Le capital de la SNC est ainsi réduit de 10,255 MF à 8,155.000 MF, puis augmenté de 0,3 MF apportés par d'anciens et nouveaux commanditaires. À cette date, le siège de la banque a été transporté rue de Richelieu, 102, anciens locaux Lévy-Bing (*La Cote de la Bourse et de la banque et Le Journal des chemins de fer, des mines et des TP*, 4 novembre 1893).

<sup>16</sup> « Les innombrables agents de la banque du boulevard des Italiens ne vont pas, chaque jour, ... parler du Witwatersrand (un nom à coucher en prison), de sa richesse, de ses couches aurifères, etc., etc. ...Le Crédit lyonnais ...ne saurait déceimment attirer les clients dans un coin et leur susurrer :

— Savez ? Faut retirer vos dépôts. Ça vous rapporte pas assez. Prenez-moi vite du Waterclosetland. Cent pour cent à gagner en huit jours. Revenu monstre. Placement sûr, responsabilité morale. » (*Gil Blas*, 23 novembre 1894). « Le trust Crédit Lyonnais-Goudchaux » (*L'Écho des mines et de la métallurgie*, 16 décembre 1894)

<sup>17</sup> *Gil Blas*, 23 novembre 1894 : Coulisses de la finance.

<sup>18</sup> *Le Journal des chemins de fer, des mines et des travaux publics*, 9 février 1895.

<sup>19</sup> « La Robinson Deep, qui ne se cotait jusqu'ici qu'à Londres, a été introduite avant-hier sur le marché français, par les soins de la puissante maison Goudchaux » (*Le Petit Parisien*, 27 février 1899).

<sup>20</sup> Ratification par l'assemblée générale des actionnaires de sa nomination par le conseil (*Gil Blas*, 5 avril 1914).

<sup>21</sup> *Gil Blas*, 19 juin 1896.

<sup>22</sup> *Le Sémaphore algérien*, 9 février 1920.

<sup>23</sup> *Gil Blas*, 22 mai 1889. *Journal officiel de la République française*, 2 octobre 1898. Puis boulevard Richard-Wallace, voisin de Barrès et de Dandré, le président de la Compagnie de Vichy (*Gil Blas*, 5 mars 1901).

<sup>24</sup> *Le Temps*, 2 août 1906.

<sup>25</sup> *Le Capitaliste*, 9 mars 1881.

Valenciennes elles-mêmes ; la seconde, les usines de fonte de Jarville et de Chavigny et la concession minière de Chavigny, près de Nancy. En 1895, il devient président de cette affaire <sup>26</sup>.

Il crée en outre la Société minière et métallurgique du Quercy (1900), la Société des mines de Larchamp (fer dans l'Orne)(1906) — avec la participation de Thyssen —, puis, coup sur coup, en 1907, les Usines métallurgiques de la Basse-Loire (UMBL), pour prendre en location les établissements de Trignac, en fâcheuse posture, et des hauts fourneaux de Pauillac (Gironde), puis les Usines métallurgiques du Hainaut, afin de relever de la même façon les usines de Couillet (Belgique) <sup>27</sup>.

Un homme semble avoir joué un grand rôle dans ces initiatives, [Maurice Métayer](#), natif des Deux-Sèvres, ingénieur ECP (1892), pionnier des mines de fer en Normandie. On va le retrouver dès lors dans toutes les affaires minières et métallurgiques du groupe familial.

Côté finance, il est commanditaire de la maison de coulisse Edinger, Worms et Cie, au capital de 0,5 MF <sup>28</sup>, et administrateur de la Banque de Metz <sup>29</sup>.

---

## Jules Bernard (1864-1942) Mathieu Goudchaux (1880-1968)

Edmond Goudchaux décède le 30 décembre 1907. Son fils Mathieu n'ayant que vingt-huit ans <sup>30</sup>, la présidence des Forges et aciéries du Nord et de l'Est revient à son dauphin, Gaston Griolet, représentant de la Banque de Paris et des Pays-Bas, qui la conservera jusqu'en 1923. Mathieu en devient simple administrateur, poste qu'il conservera — hormis la période de l'Occupation — jusqu'en 1950.

Quant à la présidence des Usines métallurgiques de la Basse-Loire, elle passe à Jules Bernard, déjà administrateur délégué, issu d'un premier lit de M<sup>me</sup> Edmond Goudchaux <sup>31</sup>.

Les demi-frères s'associent alors dans la Banque Jules Bernard, Mathieu Goudchaux et Cie, 25, rue de Clichy, à Paris.

---

<sup>26</sup> Hervé Joly, *Diriger une grande entreprise française... Au milieu des années 1890, Armand Maire, des Forges et aciéries du Nord et de l'Est, est aussi administrateur du Bône-Guelma.*

<sup>27</sup> Le capital des Usines métallurgiques du Hainaut était divisé en 45.000 actions réparties entre M. Edmond Goudchaux, 10.000, la BPPB et Nord-Est, 5.000 chacun ; divers (*L'Écho des mines et de la métallurgie*, 21 octobre 1907). Les UMH s'approvisionnent en fer lorrain auprès de Nord-Est dès 1907 et procèdent au rachat des installations de Couillet en 1912 (Éric Bussière, *La France, la Belgique et l'organisation économique de l'Europe 1818-1935*).

<sup>28</sup> *Paris-Capital*, 9 mars 1898. Les coulissiers négociaient les valeurs de second rang tandis que les agents de change avaient le monopole des valeurs inscrites à la corbeille

<sup>29</sup> Nécrologie d'Edmond Goudchaux dans *L'Écho des mines et de la métallurgie*, 6 janvier 1908.

<sup>30</sup> Félix *Mathieu* Goudchaux (Neuilley, 1880-Paris, 1968) : fils d'Edmond Goudchaux, et de Rosalie Heumann. Officier de la Légion d'honneur en 1930.

<sup>31</sup> Jules Bernard (Metz, 1968-La Baule, 1942) : Fils de Michel Bernard et Rosalie Heumann. *Le Figaro*, 2 juin 1904 : fiançailles de M. Jules Bernard, beau-fils et fils de M. et de Mme Edmond Goudchaux, avec Jeanne Lehmann, petite-fille de Mme Jules Kulp et fille de M. et de Mme Albert Lehmann. Voir aussi le discours de Gaston Thomson aux obsèques d'Edmond Goudchaux évoquant ses « chers enfants d'adoption dont il avait si délicatement élargi le cercle de famille, dont il avait fait ses collaborateurs », ce qui ne peut désigner que les frères Jules et Louis Bernard siégeant ensemble dans plusieurs conseils (*L'Écho des mines et de la métallurgie*, 6 janvier 1908).

Mathieu succède à son père comme président du Foyer du soldat. En 1911, il acquiert des chevaux et son nom envahit pendant plusieurs années la rubrique hippique. En novembre 1913, il épouse une New-Yorkaise, Édith Wormser <sup>32</sup>.

Le tandem poursuit sur la lancée d'Edmond. En 1910, les UMBL, simples locataires de Trignac jusque là, en deviennent propriétaires en absorbant l'ancienne société. Au printemps 1911, est créée la Société des mines de fer de Segré <sup>33</sup> pour exploiter des concessions du Maine-et-Loire appartenant aux UMBL ; une participation est prise dans la Société pour la fabrication de locomotives à Blanc-Misseron ; et la Société des aciéries, forges et hauts fourneaux de Piombino (Italie) — dans laquelle on retrouve Jules Bernard, Maurice Métayer et d'autres spécialistes français <sup>34</sup> — est introduite à Paris.

La même année est constituée la S.A. d'exploitations minières et industrielles pour exploiter la cimenterie de laitier de Trignac et celle de Couillet, associée à une fabrique de briquetage pour l'agglomération des poussières des hauts fourneaux.

De leur côté, les Forges et aciéries du Nord et de l'Est participent à la création de la [Société métallurgique et minière franco-marocaine](#) qui achète les mines de fer de Heras-Santander (Espagne), [puis constitue, en 1913, la Société minière du Djebel-Lorbeus, en Tunisie](#).

En 1912 sont formées les Aciéries du Nord, spécialisées dans la réparation de locomotives, sur lesquelles nous reviendrons.

En 1913, une société est constituée par la Basse-Loire, le Hainaut, Bernard & Goudchaux et deux autres banques parisiennes pour exploiter un charbonnage dans le Kent, près de Douvres <sup>35</sup>. En complément, les UMBL prennent le contrôle des Charbonnages de Faymoreau, en Vendée. En leur nom, Maurice Métayer négocie avec les Mines de Fillols le droit d'exploiter de petites mines de fer dans l'Aude <sup>36</sup>. Les UMBL créent en outre les Fonderies de Saint-Nazaire, en association avec les Chantiers de l'Atlantique (Penhoët), pour remédier à une dépendance de la région en pièces lourdes à l'égard de centres lointains.

[Au début de 1914, les UMBL prennent une participation dans les Mines de fer de l'Ouenza, en Algérie, dont Jules Bernard devient administrateur.](#)

À la même époque, la presse spécialisée signale que la banque Bernard & Goudchaux, via la Société franco-brésilienne, a acheté les mines de Sierra de Candongo, près Itabira (10 millions de tonnes), et, via la Société civile des mines de fer de Jangada, une mine de 15 millions de tonnes près Villa Nova <sup>37</sup>.

Au début de l'été, le groupe apporte aux Mines de Faymoreau les gîtes frontaliers de Saint-Laurs (Deux-Sèvres) appartenant à une autre de ses filiales, les Charbonnages du Centre, basés à Charbonnier-les-Mines (Puy-de-Dôme).

En mars 1918, Jules Bernard prend la présidence de l'Énergie électrique de la Basse-Loire, flanqué de Pierre Durand (l'Énergie industrielle) et Paul Eschwège (Lyonnaise des eaux) comme administrateurs délégués. Au même moment, les Glacières et frigorifiques de Saint-Nazaire, émanation de l'Énergie électrique de la Basse-Loire et de l'Énergie

---

<sup>32</sup> Edith Wormser : née en 1895 à New York. Fille d'Ange et Isidor Wormser, ce dernier mort à Sospel, Alpes-Maritimes, à l'âge de quarante-cinq ans (*Le Temps*, 26 juin 1914).

<sup>33</sup> Sur la liste des fondateurs de la société, nous relevons les noms suivants : Banque de Paris et des Pays-Bas (BPPB), Société Générale, MM. Lazard frères et Cie, Jules Bernard et Mathieu Goudchaux, Robert Schuhmann et Cie — beau-frère de Jules Bernard —, Hirschler et Cie, Louis Emden — [scrutateur à l'assemblée des Messageries fluviales de Cochinchine de 1912](#) —, Del Porto et Cie — [actionnaire du Crédit foncier colonial](#) —, Louis Hirsch (*Le Figaro*, 11 mai 1911).

<sup>34</sup> Edmond Hutin, ancien ingénieur des Forges [et aciéries] du Nord et de l'Est et de la Providence russe ; Auguste Bourgraff, Albert Petersen, Georges Dubreucq, Henri Picaud, etc. (*Le Temps*, 5 juin 1911)

<sup>35</sup> *L'Écho des mines et de la métallurgie*, 23 juin 1913, *Le Journal des débats*, 18 août 1913.

<sup>36</sup> Convention du 4 décembre 1913 (*L'Écho des mines et de la métallurgie*, 4 juin 1914)

<sup>37</sup> *L'Écho des mines et de la métallurgie*, 19 février 1914. Nous ignorons ce que ces affaires sont devenues.

industrielle, sont en plein développement pour faire face aux besoins de l'armée américaine qui débarque dans le port.

En avril 1919, Jules Bernard et Mathieu Goudchaux participent à la fondation de la Société armoricaine de produits d'alimentation en compagnie de MM. Billard, Bozzi et Hailaust.

---

## L'ENTRE-DEUX-GUERRES

En 1920, Nord-Est constitue les Forges et aciéries de Nord et Lorraine, vouées à la reprise des usines Sturmm d'Uckange et des Aciéries de Dilling. Le groupe Goudchaux semble y prendre une part assez modeste, n'y déléguant qu'un seul représentant, Maurice Métayer.

Simultanément, Nord-Est absorbe les Usines de l'Espérance à Louvroil et Pont-à-Vendin à Wingles. Cette dernière usine avait été édiflée juste avant la guerre par les Mines de Lens et Commentry-Fourchambault sur la combinaison du coke du Nord et du fer lorrain de Joudreville. Détruite par l'ennemi, elle n'est pas reconstruite mais ouvre droit à des dommages de guerre qui sont reportés sur Valenciennes et Louvroil et apporte une [participation dans la Société des mines de l'Ouenza](#). Surtout, elle marque l'entrée des Mines de Lens au capital de Nord-Est dans un but d'intégration aval.

Cette même année, Jules Bernard devient second administrateur délégué des Forges et aciéries du Nord et de l'Est en complément de François Villain. Cette nomination semble préparer la prise de contrôle des UMBL par Nord-Est qui a lieu l'année suivante, à un moment où la situation de Trignac devient critique.

Quand Griolet abandonne la présidence de Nord-Est, en 1923, c'est le patron des Mines de Lens, Félix Bollaert, qui lui succède. Pour sauver les apparences, Jules Bernard se voit offrir la vice-présidence des Mines de Lens, puis celle de Nord-Est en 1925. Mais c'est définitivement Lens qui possède le leadership chez Nord-Est et ce sont ses représentants qui succèdent à Bollaert : Ernest Cuvelette en 1926, Alfred Descamps en 1936.

Au vrai, les UMBL filent un mauvais coton : abandon des charbonnages du Kent <sup>38</sup>, renonciation aux mines de fer de l'Aude <sup>39</sup>, faillite en 1926 <sup>40</sup>, modernisation en 1929, cession des Mines de Faymoreau à l'Énergie électrique de l'Ouest <sup>41</sup>, arrêt en 1932, absorption par Nord-Est en 1933-1934, relance en 1939 à la demande de l'État, arrêt définitif le 23 mars 1943 à la suite de bombardements alliés.

Le bateau Goudchaux prend l'eau.

La Minière et Métallurgique du Quercy, qui n'avait de métallurgique que le nom et se limitait à l'exploitation de quelques petits gîtes (blende à Figeac, galène et blende argentifère à Pinols...), à l'arrêt depuis 1913, entre en liquidation en 1920.

---

<sup>38</sup> Les charbonnages Kent n'étaient pas encore entrés en exploitation fin 1921. Les travaux d'aménagement ont été arrêtés pendant les hostilités : il n'a jamais été annoncé qu'ils aient été repris depuis (*Le Journal des finances*, 26 octobre 1923).

<sup>39</sup> « Au début de la guerre, les négociations de M. Métayer étaient en bonne voie, et ses ingénieurs envisageaient la possibilité pour Balança de commencer assez vite une extraction moyenne ; en outre, ils espéraient tirer un bon parti de Caune-des-Causses, malgré les difficultés d'exploitation. En raison des événements, ces questions sont restées nécessairement en suspens » (*Paris-Capital*, juin 1916).

<sup>40</sup> *Le Temps*, 4 février 1926.

<sup>41</sup> Mention dans *Le Temps*, 22 février 1932, à l'occasion de l'entrée de l'Union houillère et électrique au capital de l'Énergie électrique de l'Ouest.

La Société de constructions de locomotives de Blanc-Misseron est absorbée par les Ateliers du Nord de la France (ANF) <sup>42</sup>.

Les Charbonnages du Centre sont cédés.

Les Mines de fer de Larchamp, ayant dû interrompre leur exploitation en 1914 <sup>43</sup>, ne la reprennent qu'en 1923, n'ont toujours pas absorbé leur solde débiteur à la fin de 1927, où il est encore supérieur à 2 MF <sup>44</sup> et rendent l'âme en 1931.

À l'étranger, la Piombino, qui a adhéré en 1911 à un cartel mené par l'Ilva, en charge de la gestion de toutes les usines, finit par se transformer en Ilva, Hauts fourneaux et aciéries d'Italie. La société reste cotée quelque temps à Paris <sup>45</sup> mais la participation est rapidement diluée.

En Belgique, les Usines métallurgiques du Hainaut connaissent une période faste en 1919-1920, étant la seule usine intacte au sortir du conflit. La situation se détériore à partir de 1921 du fait de la récession, de la concurrence des usines reconstruites sur des bases modernes, de stocks excessifs accumulés en période de hausse, de déboires au charbonnage de Saint-Ghislain, qui doit être abandonné, et d'un accident intervenu durant l'été 1922 à l'un des hauts fourneaux <sup>46</sup>. En 1924, les obligataires repoussent les propositions de la direction <sup>47</sup>. *Le Temps* résume ainsi un peu plus tard la situation de la société : après avoir connu bien des vicissitudes que n'avaient point, toutefois, compensées quelques périodes de prospérité, des difficultés d'ordre industriel et financier l'avaient, en 1923, conduite à une situation assez précaire. Ainsi qu'il arrive fréquemment aux heures critiques, de multiples éléments concoururent à l'affaiblir davantage encore : une forte dépréciation de ses participations, notamment dans deux charbonnages du Borinage belge, dont les destinées paraissaient définitivement compromises, et un enchaînement d'événements malheureux dans la marche de l'entreprise, telle l'explosion d'un haut fourneau.

Semblable situation amena forcément le conseil d'administration, en 1924, à entreprendre la réorganisation radicale de la société. À la vérité, cette tâche était vaste et difficile ; elle exigeait des collaborations techniques et surtout financières de tout premier ordre, car la plupart des installations étaient archaïques, et leur renouvellement complet s'imposait absolument. Pareille œuvre nécessitait évidemment le concours de personnalités influentes et de capitaux belges importants. Un groupe, dont les dirigeants étaient ceux de la Société des laminoirs de Baume, apporta, avec l'appui généreux et extrêmement éclairé de la Banque de Paris et des Pays-Bas [BPPB], un capital nouveau de 60 millions, lequel devait être utilisé à la modernisation des usines et de leur outillage. Les Usines métallurgiques du Hainaut, dont on a radicalement transformé le cerveau et le corps en entier, possèdent en elles-mêmes, à l'heure présente, tous les éléments susceptibles de précipiter son développement déjà des plus remarquables <sup>48</sup>.

Les Exploitations minières et industrielles, en charge des cimenteries de Trignac et Couillet, subissent le contrecoup des difficultés de ces usines et sont absorbées en 1929 par un nouvel holding créé par Mathieu Goudchaux.

[Participation dans l'[Omnium français d'électricité](#) : France, Grèce, Algérie, Tunisie]

---

<sup>42</sup> *Le Journal des finances*, 21 août 1920.

<sup>43</sup> *Annuaire industriel*, 1925.

<sup>44</sup> *Le Temps*, 10 juillet 1928.

<sup>45</sup> *Le Temps*, 18 avril 1918, 17 avril 1920.

<sup>46</sup> Éric Bussière, *La France, la Belgique et l'organisation économique de l'Europe 1818-1935*.

<sup>47</sup> *Le Journal des finances*, 15 février 1924.

<sup>48</sup> *Le Temps*, 24 septembre 1928.



Une de leurs participations <sup>49</sup>, l'Omnium français d'électricité, qui exploitait au début de la guerre 49 centrales électriques <sup>50</sup> dans le Cher (Saint-Satur...), l'Eure (Nogent-le-Rotrou), l'Eure-et-Loir (Chartres), l'Ille-et-Vilaine (Grand-Fougeray...), le Maine-et-Loire, la Manche, la Sarthe (Connerré)..., se retrouve en fâcheuse posture. L'exercice clos le 30 juin 1923 se solde par une perte de 1 MF, dont 136.000 fr. sur une perte de change sur une créance suisse. Il est alors question de réalisations, notamment de la liquidation d'une filiale grecque <sup>51</sup>. Bien que l'Énergie industrielle prenne alors 60 % de l'affaire à l'occasion d'une augmentation de capital, les pertes continuent de s'accumuler, dépassant encore 6,2 MF à la mi-1926 <sup>52</sup>. Début 1927, la société est avalée par l'Énergie industrielle.

Quant à la maison de banque, elle fait preuve d'une discrétion remarquable, sauf à l'occasion de quelques opérations réalisées par des filiales du groupe et de ce communiqué laconique paru dans *Le Temps* du 11 novembre 1922 : « On annonce que la maison de banque Goudchaux et Cie, mandataire agréé du ministère des régions libérées, a signé des accords avec un groupe important d'usines rhénanes pour la livraison de prestations en nature. »

On relève en outre que Louis Bernard <sup>53</sup> (frère de Jules) figure au sortir de la guerre au conseil des [Rizeries d'Extrême-Orient](#) <sup>54</sup>.

## LES ACIÉRIES DU NORD (ADN), LA CIMT

Le bateau Goudchaux vogue encore.

Principal élément de vitalité : les Aciéries du Nord (ADN)<sup>55</sup>, usines à Hautmont et Maubeuge spécialisées dans la réparation des locomotives, domaine qui bénéficie de belles perspectives au sortir de la Grande Guerre en raison de la vétusté du parc et de la décision des compagnies ferroviaires d'externaliser l'entretien de leur matériel. De 2 millions de francs à l'origine, le capital, est porté à 5 millions en 1919, 6 en avril 1921, 10 en mai 1921, 12 en juin 1921, 15 en mai 1922, 20 en février 1924 et 30 en juin 1925.

Les Aciéries du Nord bénéficient des difficultés de confrères, comme les Chantiers et ateliers de la Capelette à Marseille. Créés pendant la guerre par un huilier local, M. Roberty, en manque de matériel roulant, ces chantiers ont été érigés en S.A. en

---

<sup>49</sup> Archives nationales 163 AQ 33-36

<sup>50</sup> *Le Journal des finances*, 8 janvier 1916.

<sup>51</sup> *Le Journal des finances*, 11 janvier 1924.

<sup>52</sup> *Le Journal des finances*, 13 novembre 1926.

<sup>53</sup> Louis Bernard avait épousé en 1895 Marguerite-Jeannette Schwartz, fille de Jules, sœur de MMmes Rodolphe Schwartz et Lucien Haas. Il était alors commis d'agent de change (*Le Figaro*, 25 novembre 1895 et 13 août 1918). En 1905, le couple perd coup sur coup une fille de trois ans et un fils de dix (*Le Figaro*, 20 novembre 1905). Plusieurs fois scrutateurs aux assemblées des Usines métallurgiques de la Basse-Loire, il en était devenu administrateur, ainsi que de la Minière et métallurgique du Quercy, autre affaire Goudchaux.

<sup>54</sup> Voir, notamment, *L'Éveil économique de l'Indochine*, 5 mars 1922 et 9 septembre 1923.

<sup>55</sup> Conseil d'administration des Aciéries du Nord : Président et administrateur délégué : Goudchaux (Mathieu) ; adm. : Bernard (Jules) ; Métayer (Maurice) ; Canard (Jules), dir. gén. des Forges et aciéries du Nord et de l'Est ; Joubert (Jean)(fils de l'ancien président de la Banque de Paris et des Pays-Bas Edmond Joubert), vice-prés. de la Soc. gén. des chemins de fer économiques, adm. des Forges et aciéries du Nord et de l'Est ; Cambier-Dupret (Eugène) et Crousse (Norbert), adm. délégué et adm. de l'Union des aciéries (Belgique) ; et Hicquet (Victor), des Usines et boulonneries Hicquet à Hautmont (*Annuaire industriel*, 1925).

1920 mais leur gestion paraît avoir été médiocre dès l'origine <sup>56</sup>. En juin 1927, ils sont déjà filiale des ADN qui profitent probablement d'une augmentation de capital pour renforcer leur contrôle. Avant de les absorber en novembre 1928.

Au cours du même exercice, les Aciéries du Nord, épaulés par la Société financière d'exploitations industrielles, prennent le contrôle de la CIMT, spécialiste, elle, des wagons, créée au sortir de la guerre par deux groupes bordelais (Carde et Fremaux) et dans laquelle le groupe possédait dès l'origine un représentant, Maurice Métayer. La CIMT a acquis à une position dominante dans les Ateliers de la Rhonelle, à Marly-lez-Valenciennes, mais, comme La Capelette, a connu des difficultés qui l'ont conduite en novembre 1927 à réduire son capital de moitié (de 30 à 15 MF). Remise sur les rails par les ADN, la CIMT absorbe les Ateliers de la Rhonelle à l'automne 1930, se dote d'ateliers à Mantes (Seine-et-Oise) et devient concessionnaire des ateliers du P.-O. à Saint-Pierre-des-Corps.

En octobre 1929, les ADN absorbent en outre Les Ateliers de La Bocca, près Cannes, et l'établissement spécialisé de l'Horme, de la Société Horme et Buire.

## LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE D'EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES

Le pivot du groupe Goudchaux semble alors être la Société financière d'exploitations industrielles, fondée en 1927, qui développe une activité propre de location de wagons-citernes et porte les participations du groupe, dans des proportions qu'elle ne divulgue d'ailleurs pas <sup>57</sup>.

À côté des participations déjà citées — Basse-Loire, Aciéries du Nord et CIMT —, son portefeuille comprend 3 autres lignes :

- l'Auxiliaire des chemins de fer et de l'industrie : fournitures industrielles ;
- la Cie générale des automobiles postales, adjudicataire depuis le 1<sup>er</sup> décembre 1911 du transport des dépêches et du courrier dans la capitale pour le compte de la Poste ;
- et les Éts Quillery, entreprise du BTP créée en 1863 et constituée en société anonyme en décembre 1920.

Au début de 1930, la Financière et plusieurs de ses filiales s'installent dans un nouveau siège au 223, rue Saint-Honoré.

---

<sup>56</sup> « Au cours de la discussion qui avait suivi l'assemblée du 30 mars [1922], le conseil d'administration avait dû entendre d'assez dures observations de la part d'un actionnaire, observations qui tendaient à montrer qu'on peut être un excellent fabricant d'huile mais un déplorable entrepreneur de constructions mécaniques ; il avait même été question de réduction du capital » (*Le Journal des finances*, 9 février 1923). L'organe recommande l'abstention envers l'emprunt hypothécaire à 7 % en cours d'émission alors que les comptes de 1922 ne sont pas encore publiés.

<sup>57</sup> *Le Journal des chemins de fer*, 1<sup>er</sup> juin 1930.

La société n'a alors que trois administrateurs : Mathieu Goudchaux ; Olivier Bascou (1865-1940), son beau-frère, ancien préfet, député radical du Gers (1893-1898, 1928-1932) ; et Eugène Colas <sup>58</sup>.

## JULES BERNARD ET LA SOCIÉTÉ PARISIENNE DE BANQUE

De son côté, Jules Bernard consacre une partie de son temps à la Société parisienne de banque, résultat de la fusion en 1925 de la Banque de la Seine, de la maison Robert Schuhmann et de la Banque nationale de l'agriculture. Des relations familiales expliquent cette situation, puisqu'il a épousé Jeanne Lehmann <sup>59</sup>, sœur de Mme Robert Schuhmann <sup>60</sup> et de Georges Lehmann, administrateur de la SPB. En 1911, la maison Robert Schuhmann a d'ailleurs investi dans les Mines de Segré <sup>61</sup>. En 1929, la SPB prête son concours à l'augmentation de capital des Tubes et forges de Sosnowice et des Ateliers et chantiers de Bretagne, à Nantes <sup>62</sup>, sociétés dont Jules Bernard était administrateur <sup>63</sup>. Georges Lehmann siège en compagnie de Jules Bernard aux Ateliers et chantiers de Bretagne <sup>64</sup>, ainsi qu'à l'Auxiliaire des chemins de fer et de l'industrie, où l'on rencontre un troisième représentant de la SPB, Alfred Fiedler <sup>65</sup>. Enfin, en 1931 ou 1932, Jules Bernard succède à Robert Schuhmann à la présidence de la SPB <sup>66</sup>. Las, l'établissement commence à aligner des déficits : 4 MF en 1931, 11,5 MF en 1932, 6,8 en 1933... À la rentrée 1935, une banque anglaise prend le contrôle de l'établissement. La majeure partie du portefeuille-titres est liquidée en 1936, exercice qui se clôture par un nouveau déficit de 8,4 MF. En juin 1937, le capital, qui avait été porté à 60 MF en juin 1925 et ramené à 30 MF en juin 1934 par rachat de 60.000 actions, est de nouveau réduit à 15 MF, puis reporté à 20 MF. Simultanément, *quitus* est donné à MM. Schuhmann en 1936, à MM. Jules Bernard et Georges Lehmann en 1937. Fin de la récréation.

---

<sup>58</sup> Eugène Colas, tanneur-corroyeur à Paris, membre du conseil d'escompte du Comptoir national d'escompte de Paris. Chevalier (1909), officier (1914), commandeur (1923) de la Légion d'honneur. Officier de l'Étoile noire (1911). Élu maire de Deauville en 1919, il rend son tablier en 1925, le redevient en 1928 et se retire définitivement devant Robert Fossorier en 1935. [En 1920, il figure au premier conseil de la Cie française des pétroles du Maroc](#). En octobre 1921, il semble ne faire qu'un avec le « E. » Colas qui devient administrateur de la Cie générale des soies de France et d'Indochine. En mars 1922, sa fille Magdeleine épouse René Holtzer, fille de feu Marcel Holtzer, maître de forges à Unieux, et de Marguerite Pellet, remariée au sénateur Jules Pams. Les frères Maurice et Albert Sarraut sont témoins des époux. [En octobre 1922, il entre au conseil de la Banque industrielle de Chine, comme « industriel et membre du Conseil supérieur des colonies »](#). Il en deviendra vice-président, puis en démissionnera en 1936. En février 1927, Eugène Colas intègre le nouveau conseil d'administration des Chargeurs réunis qui évince la banque Mirabaud. Il est encore réélu en janvier 1939. Entre-temps, il est entré au conseil de la Sté des caoutchoucs de Phuôc-Hoà, de la Foncière du Cambodge, de la Société financière internationale de la soie artificielle, du quotidien patronal la *Journée industrielle* et de la Société financière d'exploitations industrielles (Goudchaux).

<sup>59</sup> *Le Figaro*, 2 juin 1904. Fiançailles de Jules Bernard et Jeanne Lehmann.

<sup>60</sup> *Le Figaro*, 28 déc. 1899. Mariage de Robert Schuhmann et Alice Lehmann.

<sup>61</sup> *Le Figaro*, 11 mai 1911.

<sup>62</sup> *Les Documents politiques*, mai 1930.

<sup>63</sup> Jules Bernard devient administrateur de Sosnowice en 1919 (*Le Journal des finances*, 5 avril 1919). Il est aussi administrateur des ACB (*Annuaire industriel*, 1925), débouché probable des Usines métallurgiques de la Basse-Loire.

<sup>64</sup> La SPB détenait en 1942 16.000 actions ACB, d'après Annie Lacroix-Riz, Les gros achats « juifs » de Günther Quandt via la Société parisienne de banque, in *Industriels et banquiers français sous l'Occupation. La collaboration économique avec le Reich et Vichy*, Armand Colin, 1999, 661 p. On retrouve des actions ACB dans le portefeuille de la Financière d'exploitations industrielles (holding Goudchaux). Maurice Métayer en était administrateur aux côtés de Jules Bernard.

<sup>65</sup> *Annuaire industriel*, 1938.

<sup>66</sup> Au printemps 1930, Robert Schuhmann est encore président de la SPB (*Les Documents politiques*, mai 1930). L'assemblée de 1932 est présidée par Jules Bernard (*Le Journal des finances*, 29 avril 1932).

---

## L'ARYANISATION

En 1936, Pierre de Moüy entre au conseil des Aciéries du Nord : il est l'époux d'Hélène Bascou, la fille d'Olivier. Hélas, celle-ci est décédée en 1919, à l'âge de vingt-trois ans. Et Moüy, qui fait carrière depuis 1930 à la Société générale — vice-président en 1935, PDG de 1944 à 1948 — peut sans doute apporter un appui précieux aux affaires familiales mais n'a qu'un temps limité à leur consacrer. En juillet 1937 décède Maurice Métayer, l'un des plus vieux représentants des Goudchaux dans leurs multiples sociétés. Jules Bernard semble disparaître dans les mois qui suivent. [Maurice Tinardon, qui avait remplacé en 1925 son beau-père, Charles Goudchaux, au conseil du Crédit algérien et des Chemins de fer de l'Ouest-Algérien, rend l'âme en janvier 1940.](#) Olivier Bascou meurt en octobre 1940.

La législation antisémite oblige Mathieu Goudchaux à abandonner le conseil des Forges et aciéries du Nord et de l'Est, à céder en 1941 les Aciéries du Nord à un groupe de sidérurgistes emmené par de Wendel et à vendre sa participation dans la CIMT aux dites ADN.

Cette aryanisation s'est-elle répercutée dans le fonctionnement des usines ? Renaud de Rochebrune et Jean-Claude Hazera qui, dans leur ouvrage *les Patrons français sous l'Occupation*, consacrent un chapitre à la Capelette sous le titre : « Une usine maréchaliste : quand le directeur est un militant de la Révolution nationale... », se déclarent dans l'incapacité de répondre.

Toujours est-il qu'à la Libération, le personnel se livre à une épuration en règle de la direction, va rechercher à Lyon un ingénieur résistant ayant fui la Capelette pour lui confier les commandes et obtient du commissaire de la République, Raymond Aubrac, la réquisition de l'établissement. Les ADN ne récupéreront leur bien qu'en 1948... pour le fermer deux ans plus tard, l'électrification de la traction réduisant drastiquement l'entretien des locomotives à vapeur.

Le 20 février 1946, dans une lettre au ministère des finances, Mathieu Goudchaux se plaint du préjudice que lui cause la réquisition de la Capelette tout en déclarant qu'il a cru devoir surseoir provisoirement au rachat de ses actions Aciéries du Nord. Par contre, il a engagé une procédure devant le tribunal civil pour récupérer ses actions CIMT vendues aux ADN. Verheyde, qui cite ce courrier dans *Les Mauvais Comptes de Vichy*, avoue son ignorance des résultats de ces procédures.

---

## DERNIER ACTE

Nous croyons pouvoir affirmer que l'abstention de Mathieu Goudchaux envers les ADN s'explique essentiellement par la mauvaise santé de cette entreprise qui sera contrainte de déposer son bilan le 18 février 1952.

En revanche, il a certainement récupéré sa participation dans la CIMT, puisqu'on constate dans *l'Annuaire Desfossés 1956*, le PDG, Jean Lévy, et un administrateur, Louis Mongin, y représentent la Société financière d'exploitations industrielles. Ces deux personnages siégeant en outre aux Établissements Quillery, [lesquels ont créé en 1948 une filiale à Casablanca](#) et absorbé en 1952 la Cie générale des automobiles postales.

En outre, on observe que Mathieu Goudchaux est devenu administrateur du [Crédit algérien](#), y occupant probablement le siège laissé libre en 1940 par la mort de Tinardon.

En 1960, la Banque Goudchaux est transformée en Crédit Vendôme par Roger Truphil. Le groupe Rothschild absorbe la Financière d'exploitations industrielles via la Compagnie du Nord, puis le [Crédit algérien](#) en 1965. C'est la fin d'une dynastie de banquiers vieille de plus d'un siècle et demi.

---